

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Syndicat Intercommunal d'Energie du Département de la Haute-Saône (SIED 70), sis 20 avenue des Rives du Lac à Vaivre-et-Montoille (70 000), autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité, représenté par son Président, Monsieur Jacques ABRY, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération n° ____ du comité syndical du ____ 2013,

Ci-après désigné « le SIED 70 »,

Et

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est Tour Winterthur, 102 terrasse Boieldieu - 92085 La Défense Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représenté représentée par Monsieur Bertrand SUCHET, Directeur Régional, agissant en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie le 15 mars 2011 par Monsieur Bruno CHEFSON, Directeur Inter régional EST, faisant élection de domicile 57 rue Bersot à Besançon (25000),

Ci-après désignée « ERDF »,

Préambule

Par acte du 30 novembre 1995, le SIED 70 a concédé à Electricité de France la distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire des communes dont la liste était annexé à cet acte.

Le territoire de la concession regroupe l'ensemble des communes du département de Haute-Saône desservies par ERDF depuis l'arrêté préfectoral n° 1567 du 22 août 2012.

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

ERDF, venant aux droits d'Electricité de France à compter du 1^{er} janvier 2008, est concessionnaire du service public de la distribution d'énergie électrique du Syndicat Intercommunal d'Energie du Département de la Haute-Saône selon une convention de concession signée le 30 novembre 1995.

Le cahier des charges prévoit en son article 4 une redevance R2 par laquelle le concessionnaire participe au financement des investissements du concédant :

« A) En contrepartie des financements que l'autorité concédante supporte au titre d'installations dont elle est maître d'ouvrage et intégrées dans la concession, ou de la propre participation de cette autorité à des travaux dont le concessionnaire est maître d'ouvrage, ou de toute dépense effectuée par l'autorité concédante pour le service public faisant l'objet de la présente concession, le concessionnaire versera à l'autorité concédante une redevance déterminée comme indiqué dans l'annexe 1 au présent cahier des charges. »

L'article 2 de l'annexe 1 du 1^{er} février 2008 prévoit dans son § 23. Part de la redevance dite "d'investissement".

A) Pour une année donnée, la détermination de R2 fait intervenir les valeurs suivantes :

- A, différence, exprimée en francs, entre

- le montant total hors TVA, mandaté au cours de l'année pénultième par les collectivités exerçant la maîtrise d'ouvrage, des travaux sur le réseau concédé réalisés dans le cadre des programmes aidés par le FACE et de tous autres programmes de péréquation des charges d'investissement financés avec le concours des distributeurs d'électricité, qui leur seraient adjoints ou substitués, d'une part,

- le total des parts de ce montant financées par le concessionnaire ou par le FACE ou tout programme de péréquation répondant à la définition ci dessus, d'autre part.

- B, montant total hors TVA en francs, mandaté au cours de l'année pénultième par les collectivités exerçant la maîtrise d'ouvrage, des travaux sur le réseau concédé financés en dehors des programmes aidés par le FACE ou de tout programme de péréquation répondant à la définition susvisée.

Ce montant est déterminé à partir des attestations établies par les collectivités maîtres d'ouvrage en vue du reversement par le concessionnaire à celles-ci, dans les conditions prévues par le décret du 7 octobre 1968, de la TVA ayant grevé le coût des travaux, et après défalcation des montants versés par le concessionnaire au titre de l'abondement de dépenses effectuées par les collectivités en vue d'améliorer l'esthétique des ouvrages, suivant les modalités prévues à l'article 4 ci-après.

Par avenant signé le 19 avril 2010, le SIED 70 et ERDF ont décidé de mettre en œuvre sur le territoire de la concession les dispositions du protocole PCT signé entre la FNCCR (Fédération nationale des Collectivités Concédantes et Régies) à laquelle le SIED 70

adhère. La PCT s'applique sur tous les raccordements réalisés en dehors du programme principal du FACE. Cet avenant stipule qu'ERDF s'engage à compenser au SIED 70 l'incidence financière résultant de l'application du protocole PCT pour les redevances R2 de 2010 et 2011.

Ainsi, le SIED 70 et ERDF ont convenu que le montant de la part R2 correspondant aux investissements n'inclurait plus le coût des travaux de raccordement au réseau exposés par le SIED 70 mais qu'une compensation financière serait versée par ERDF au SIED 70 au cas où une baisse du volume financier des travaux de raccordement sous maîtrise d'ouvrage du concédant était constatée entre les années 2008 et 2010.

Le 31 janvier 2011, le SIED 70 a émis un titre de perception à l'encontre d'ERDF d'un montant de 876 116.58 € au titre de la compensation financière de l'année 2010

ERDF a demandé l'annulation de ce titre devant le tribunal administratif de Besançon. Par jugement du 17 novembre 2011 le Tribunal a fait droit aux conclusions d'ERDF en annulant le titre de perception en litige et en prononçant la décharge de son montant.

Le 19 janvier 2012, le SIED 70 a déposé auprès de la cour administrative de Nancy une requête d'appel contre le jugement du tribunal administratif de Besançon.

Le 11 juillet 2012, le SIED 70 a déposé devant la Cour Administrative de Nancy un mémoire de sursis à exécution du jugement.

Le 12 janvier 2012, le SIED 70 émis un titre de perception à l'encontre d'ERDF d'un montant de 184 844.18 € au titre de la compensation financière de l'année 2011.

Le 13 mars 2012, ERDF a demandé l'annulation de ce titre devant le tribunal administratif de Besançon. Une ordonnance de clôture de l'instruction dans cette affaire a été fixée au 13 mai 2013.

Au titre de la PCT des années 2010 et 2011, le SIED 70 a reçu les sommes suivantes :

Année d'exercice de la PCT	PCT payée par ERDF via le FACE (1)	Ecrêtement réalisé par le FACE (2)	Compensation ajoutée par ERDF (3)	Montant total payé par ERDF via le FACE (1-2+3)
2010	367 773,12 €	820,87 €	508 226,74 €	875 178,99 €
2011	PCT + compensation - écrêtement			789 276.34 €

Par le présent protocole, les parties conviennent de régler définitivement et sans réserve leur différend, et de prévenir la survenance d'un nouveau litige dans l'avenir des relations entre l'autorité concédante et le concessionnaire sur les mêmes motifs.

CECI ETANT RAPPELE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent protocole transactionnel a pour objet de régler le litige entre les Parties relatif à la redevance R2 pour 2010 et 2011 et notamment au contenu des demandes en annulation des titres de perception n° 752 et 808 déposés au Tribunal administratif de Besançon.

Le présent protocole transactionnel emporte renonciation des Parties à toute action, à toute demande pécuniaire et plus généralement à toute réclamation de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement audit litige, ainsi que d'une façon générale au calcul du montant de la redevance R2 au titre des années 2010 et 2011, auquel il est ainsi mis fin à l'amiable.

ARTICLE 2 - CONCESSIONS RECIPROQUES

2.1 Le SIED 70 s'engage à :

- retirer du titre de perception n° 752 émis le 31 janvier 2011 d'un montant de 876 116.58 € avant le 1^{er} novembre 2013 la somme de 367 889,84 € soit le montant initial du titre référencé ci-avant dimинуé des compléments versés par ERDF et non contestés de 101 880,27 €, 249 050,79 € et 157 295,68 €
- retirer le titre de perception n° 808 émis le 12 janvier 2012 d'un montant de 184 844.18 € avant le 1^{er} novembre 2013;
- retirer la requête d'appel contre le jugement du tribunal administratif de Besançon ainsi que sa demande de sursis à exécution du jugement ;
- accepter pour solde de tout compte le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 180 000.00 euros ;

Le SIED 70 reconnaît que les litiges rappelés en Préambule seront ainsi réglés, et s'engage à ne soulever aucune autre contestation relative aux modalités de calcul de la redevance de concession.

2.2 ERDF s'engage à :

- Régler, pour solde de tout compte, une indemnité globale et forfaitaire de 180 000 (cent quatre vingt mille) euros au SIED 70 ;
- Se désister de l'instance en cours ;
- Participer, chaque année, à hauteur de 30 000.00 € (trente mille) à un programme de travaux supplémentaires au titre de l'article 8 du cahier des charges proposé par le SIED 70. Cette participation supplémentaire sera rajoutée à l'enveloppe principale article 8 de 2014 à 2024 inclus, actualisée annuellement à partir de la date de la présente convention et versée selon les mêmes conditions.

Ces obligations sont souscrites par ERDF sous la condition suspensive du retrait par le SIED des titres exécutoires n° 752 (en partie) et 808 et de ses recours devant la cour administrative de Nancy, à l'origine du différend né entre ERDF et le SIED 70.

ARTICLE 3 - DESISTEMENTS

En conséquence, ERDF s'engage à se désister de sa demande d'instance devant le Tribunal administratif de Besançon.

Le SIED 70 s'engage à accepter purement et simplement ce désistement d'instance et d'action et à renoncer, le cas échéant, à toutes demandes de condamnation à titre reconventionnel ou au titre des frais irrépétibles.

Le SIED 70 s'engage à se désister de sa demande de sursis à exécution du jugement devant la Cour Administrative de Nancy.

ARTICLE 4 - FRAIS

Les frais, honoraires, dépens et accessoires afférents au protocole transactionnel, ainsi que ceux afférents aux procédures en cours devant le Tribunal administratif de Besançon resteront à la charge de chacune de parties.

ARTICLE 5 - PORTEE DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Le présent protocole transactionnel est conclu en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, et notamment de l'article 2052 dudit Code, et a entre les Parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Les Parties s'engagent à exécuter de bonne foi le présent protocole transactionnel et reconnaissent, par la signature des présentes, avoir apprécié sa nature et sa portée.

ARTICLE 6- CONDITIONS D'EXECUTION DU PROTOCOLE

Les parties font élection de domicile aux adresses respectives mentionnées ci-dessus.

Les parties reconnaissent que l'exécution du protocole transactionnel nécessite la plus stricte confidentialité.

Les Parties conviennent donc que le présent protocole transactionnel, qu'il s'agisse du protocole en lui-même et/ou de ses termes, est strictement confidentiel et ne pourra être communiqué ou divulgué à aucun tiers sans autorisation expresse de chacune d'elles, à l'exception d'une communication destinée aux Tribunaux, à l'Administration fiscale ou encore à des organismes officiels qui en feraient la demande expresse.

Chaque Partie s'engage en outre à ne divulguer à aucun tiers les informations confidentielles dont elle aurait pu avoir connaissance au titre de l'exécution du présent protocole, sauf si cette révélation est exigée par une loi ou une réglementation applicable à l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 7 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent protocole sera porté par la Partie la plus diligente devant le Tribunal administratif de Besançon.

Fait à Vaivre et Montoille, le ____/____/2013

En trois exemplaires originaux

SIGNATURES

Pour le SIED 70
Le Président

Pour ERDF
Le Directeur

Jacques ABRY

Bertrand SUCHET